



HAL
open science

Language, Ethnicity and Territories: Language Diversity as an Indicator of Urban Changes

Véronique Miguel Addisu

► To cite this version:

Véronique Miguel Addisu. Language, Ethnicity and Territories: Language Diversity as an Indicator of Urban Changes. *Territoire en mouvement. Revue de Géographie et d'Aménagement*, 2016, 30, <10.4000/tem.3333>. <hal-02310476>

HAL Id: hal-02310476

<https://hal.science/hal-02310476v1>

Submitted on 21 May 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY 4.0 - Attribution - International License

Langues, ethnies et territoires à Addis-Abeba : la diversité langagière comme indicateur des mutations urbaines

Language, Ethnicity and Territories: Language Diversity as an Indicator of Urban Changes

Véronique Miguel Addisu



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/tem/3333>

DOI : 10.4000/tem.3333

ISSN : 1950-5698

Éditeur

Université de Lille

Ce document vous est offert par Université de Caen Normandie



Référence électronique

Véronique Miguel Addisu, « Langues, ethnies et territoires à Addis-Abeba : la diversité langagière comme indicateur des mutations urbaines », *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement* [En ligne], 30 | 2016, mis en ligne le 19 avril 2016, consulté le 17 mai 2024. URL : <http://journals.openedition.org/tem/3333> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/tem.3333>

Ce document a été généré automatiquement le 16 février 2023.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

Langues, ethnies et territoires à Addis-Abeba : la diversité langagière comme indicateur des mutations urbaines¹

Language, ethnicity and territories: language diversity as an indicator of urban changes

Véronique Miguel Addisu

- 1 Cet article propose d'étudier les mutations urbaines de la capitale éthiopienne par le prisme des langues premières et ethnies déclarées par ses habitants lors des deux derniers recensements gouvernementaux (1994 et 2007). L'Éthiopie, fondée sur des bases ethnofédérales, privilégie en effet une langue de travail par région. La région urbaine qu'est Addis-Abeba a choisi l'amharique, parlée par plus de 70 % des locuteurs alors que plus de 80 langues différentes y sont recensées, la plupart étant associées à un groupe ethnique particulier. Or, la comparaison des langues premières déclarées dans les différentes « subcities » (que l'on traduira ici par « arrondissements ») montre que le taux de locuteurs de l'amharique, langue première, n'évolue pas entre 1994 et 2007 et que les différentes langues ethniques évoluent de façon très diversifiée. Contrairement à ce que la politique linguistique plurilingue induisait en 1994, les résultats de 2007 n'indiquent pas de développement d'une langue commune, mais un nombre plus important de L1 déclarées – parallèlement à de constants mouvements migratoires.
- 2 La sociolinguistique urbaine a montré que la ville opère comme un moteur d'homogénéisation d'une identité dite urbaine mais aussi comme un facteur de différenciations individuelles, les locuteurs développant des pratiques langagières multiples en fonction des contextes de socialisation dans lesquels ils interagissent (Calvet, 1994). Les langues urbaines – et les discours qui les mettent en scène – révèlent ainsi des processus de territorialisation, de discrimination, voire de ségrégation (Bulot, 2013).

Pourtant, on sait que si les pays les plus pauvres sont le plus souvent plurilingues, il n'y a pas de liens directs de cause à effet (Harbert *et al.*, 2008) et que les identités ethniques évoluent différemment selon les groupes, même en zone urbaine. (Dreyfus, Juillard, 2004). De ce fait, s'intéresser aux langues parlées et déclarées dans un espace urbain, c'est pouvoir éclairer des liens entre territoires spatiaux, identités sociales et ethniques, et réseaux socio-économiques.

- 3 Apparaît à Addis-Abeba une dynamique complexe dont les forces peuvent être d'une part, les pratiques qui renforcent l'identité communautaire (la vitalité des langues vernaculaires) et d'autre part, celles qui donnent accès à une promotion sociale par la scolarisation et le travail (ici, l'amharique). Les résultats des deux recensements nationaux montrent que les évolutions des langues parlées diffèrent notablement selon les groupes. Dans certains espaces, plus périphériques, les identités urbaines se conjuguent aux identités ethniques. La prise en compte des langues premières déclarées en tant qu'indicateurs d'inégalités socio-économiques potentielles a donc toute sa pertinence dans une réflexion sur les territoires urbains.
- 4 Après avoir présenté la politique linguistique de l'Éthiopie depuis 1995 en montrant comment elle témoigne d'une idéologie dite plurilingue et surtout ethnolinguistique, nous montrerons en quoi des données gouvernementales peuvent informer cette recherche. Une étude sociolinguistique de la ville en 1994 et 2007, dont les données sont croisées avec les taux de scolarisation, de migration et d'activité, révèle que les langues et ethnies interagissent différemment (Miguel Addisu, 2014). En 2007, la ville est scindée entre d'une part, un noyau très dense et central et d'autre part, une large zone périphérique : la comparaison entre ces deux zones révèle la diversité des langues déclarées à Addis-Abeba,, mais surtout la grande variabilité des rapports entre langues et ethnies déclarées d'une zone à une autre.
- 5 Ainsi, la notion de territoire apparaît moins liée à des espaces circonscrits qu'à ce que les acteurs en font, « à ce titre, [l'espace vécu] revêt une intelligibilité pour les groupes plus ou moins homogènes qui l'occupent et le produisent » (Di Meo, 1990 : 13). Dans une capitale qui se veut aujourd'hui un modèle d'aménagement à l'échelle internationale, ces résultats soulèvent la question des liens entre identités urbaines et développement socio-économique.

1. Une approche sociolinguistique de l'urbanité : application à Addis Abeba

- 6 Les langues étant des constructions sociales, la désignation des espaces concourt à leur actualisation. Ainsi, une sociolinguistique de l'espace urbain participe à la compréhension « de l'organisation sociale de la ville et, plus largement, du rôle de la ville dans les processus de structuration sociale » (Heller, 2005 : 322). La « ville » comme objet d'étude est une construction scientifique contemporaine, à laquelle la sociolinguistique contribue du point de vue des variétés et normes langagières en situation (Labov, 1993), point de vue des politiques et aménagements linguistiques (Calvet, 2005) ou même des liens entre pratiques plurilingues et urbanité en Afrique (Mc Laughlin, 2009 ; Feussi, 2008).
- 7 Les zones urbaines plurilingues dans les pays en émergence intéressent particulièrement la sociolinguistique, au moins sur trois plans. Tout d'abord, elles évoluent très rapidement sur les plans socio-économique, géographique, socio-langagier. Par ailleurs,

les langues et leur diversité se manifestent comme autant d'observables linguistiques, et la ville renvoie à des constructions identitaires qui rendent compte de dynamiques socio-langagières à la fois individuelles et groupales. Pour finir, la ville jouant son rôle de transformation identitaire et sociale en tant qu'espace migratoire par excellence, elle est un lieu de contact entre les variétés ayant des fonctions vernaculaires et celles ayant des fonctions véhiculaires, elle fait donc émerger de nouveaux modes de socialisation langagière marquées par les idéologies politiques et économiques qui les régissent. Ainsi, les langues ne régulent pas les villes : parlées par des locuteurs socialement différents, elles se révèlent être des indicateurs des régulations des structurations urbaines : les langues, leurs formes, leurs désignation et leur circulation sont le lieu d'une quête d'identité : « *si la langue unifie linguistiquement pour des raisons d'efficacité véhiculaire, elle ne peut réduire ce besoin identitaire ; (...) les parlars urbains sont sans cesse travaillés par ces deux tendances, à la véhicularité et à l'identité, parce la ville est à la fois un creuset, un lieu d'intégration, et une centrifugeuse qui accélère la séparation entre les différents groupes* » (Calvet, 1994 : 13).

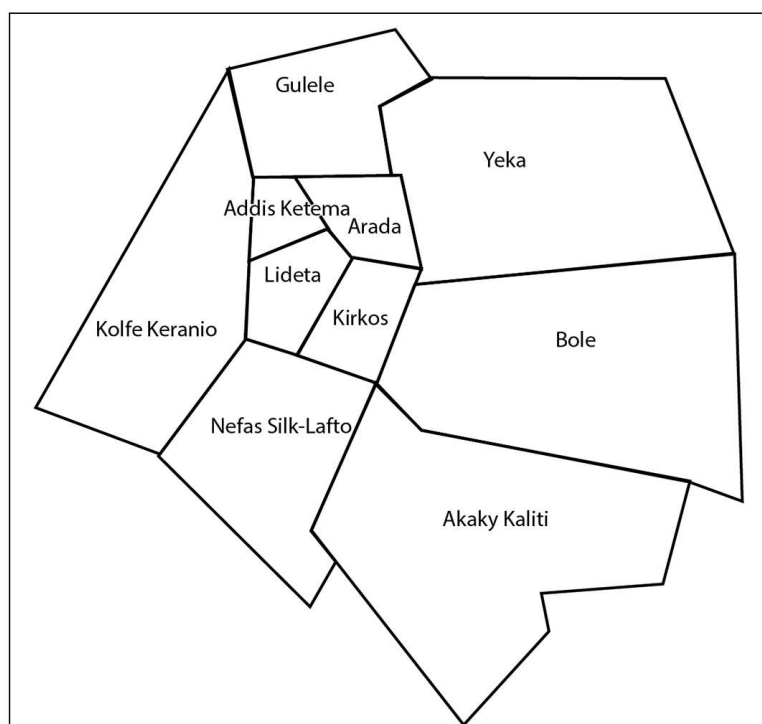
- 8 Ces dynamiques ne masquent pas les conflits et les enjeux socio-économiques qui peuvent naître d'intérêts et profits divergents pour les locuteurs mais rappellent que, si la plupart des pays les plus pauvres sont aussi plurilingues, aucune corrélation claire n'apparaît entre ces deux faits : dans certains cas, les langues locales participent activement à l'élaboration de connaissances qui sont la clé d'une restructuration économique (Romaine, 2008 : 127-146). Plusieurs études sociolinguistiques portant sur les villes plurilingues en Afrique montrent que l'urbanisation est en effet le premier facteur d'homogénéisation linguistique et de développement économique, mais que l'on y voit aussi des processus complexes d'adaptation aux profits de groupes qui se définissent de façon différente selon leurs appartenances, leur insertion dans le tissu socio-économique, leurs espaces de vie². La notion de profit, elle-même empruntée à l'économie des pays du Nord, peut être investie de façon très différente, selon la perception que l'on en a et des intérêts que l'on y trouve (Vigouroux, Mufwene, 2008). Il semble donc aujourd'hui que la diversité langagière et le bilinguisme peuvent devenir un atout pour le développement économique mais aussi rendre visibles d'autres types de capitaux, que les modèles d'analyse marqués par des idéologies dominantes au Nord peinent à identifier au Sud (Mc Laughlin, 2009 : 4)

1.1. Plurilinguisme, ethnicité et urbanité à Addis-Abeba

- 9 L'Éthiopie, fondée officiellement sur des bases ethnofédérales (Constitution de 1995), donne à tous les « Peuples, Nations et Nationalités » une égale reconnaissance, en légitimant notamment les coutumes et les langues parlées comme des attributs culturels propres à un groupe. Historiquement, ce sont les assignations linguistiques qui ont fondé les identifications ethniques gouvernementales (Gascon, 2006). Toutes les langues (plus de 80) ont un même statut symbolique, chaque Région fédérale a choisi une langue de travail et de scolarisation, indépendamment de la langue de travail nationale qu'est l'amharique depuis 1995 (langue de l'ethnie au pouvoir jusqu'en 1974). Malgré des contradictions internes, l'ethnofédéralisme éthiopien n'a pas généré de crises politiques majeures ces vingt dernières années, notamment du fait d'une très forte centralisation du pouvoir (Ficquet, 2009 : 38).

- 10 La capitale de l'Éthiopie moderne depuis plus d'un siècle, a vu sa population augmenter considérablement entre les années soixante et les années quatre-vingt-dix. Composée aujourd'hui d'environ trois millions d'habitants, cette ville est une exception dans le paysage national à plusieurs titres : d'environ quatorze fois plus grande que les autres villes du pays, elle devient un moteur économique puissant, à l'interface des échanges nationaux et internationaux. Elle est donc, logiquement, un lieu important de migrations et un espace de centralisation politique qui permet à l'État fédéral d'agir sur l'ensemble des onze régions fondées sur des bases ethniques (dont deux régions urbaines : Dire Dawa et Addis-Abeba).
- 11 « Addis-Abeba City Administration », implantée dans la région Oromo, jouit d'un statut particulier : celle d'une région urbaine indépendante. D'une superficie de 530 km² environ, elle était divisée en six zones en 1994 ; en 2007, elle s'organise en dix « subcities » ou arrondissements (figure 1). Les résultats de 1994 et 2007 sont donc comparables à l'échelle de la ville, alors que les données de 2007 permettent des comparaisons plus récentes entre arrondissements.

Figure 1 : Schématisation des arrondissements à Addis-Abeba (2007)



Auteur :Véronique Miguel Addisu.

Source : The Ethiopian Mapping Agency, 2008.

- 12 La « ville », qui recouvre des caractéristiques différentes d'une société à une autre, sera considérée ici dans son acception politique du fait des principes qui ont présidé à sa structuration (Tamru, 2013). Cette conception est d'ailleurs revendiquée dans les recensements de 1994 et 2007 : en réponse aux recommandations des Nations Unies pour l'élaboration de données fiables de recensement, l'Ethiopian Central Statistical Authority (désormais CSA) donne en effet sa propre définition des zones urbaines, en les justifiant par l'existence de structures urbaines plutôt que par leur densité. La définition reste

cependant assez floue pour que des zones rurales soient recensées à Addis-Abeba en 1994 alors qu'elles sont toutes considérées comme urbaines en 2007 : « *Urban center was defined as a locality with 2,000 or more inhabitants. Moreover, all administrative capitals (Region, Zone and Wereda), and localities in which urban dwellers' associations were established were considered as urban centers, irrespective of the population size* » (CSA, 2012 : 101).

- 13 Dans cette capitale d'un des pays plurilingues les plus pauvres de la planète, on notait déjà dans les années soixante-dix que l'amharique devenait la seule langue véhiculaire et on s'attendait à ce que les langues ethniques s'y résorbent (Bender, 1976). Or, si la ville change énormément depuis une dizaine d'années suite à un aménagement urbain sans précédent, les recensements montrent que l'amharique n'est pas plus diffusé en 2007 qu'en 1994, et les langues ethniques s'entendent davantage alors même que l'on revendique une identité nationale unifiée. Le profit des uns et des autres peut donc s'exprimer en langues différentes, il peut être lié à des appartenances ethniques et à une identité urbaine plurielle. Le statut des langues et des ethnies à Addis-Abeba diffère selon l'histoire du pays et en fonction aussi des effets de la politique linguistique nationale, de la scolarisation et des migrations. Les données gouvernementales, seules disponibles actuellement, en font voir une image partielle, ce qui suppose donc que l'on en établisse leur validité, mais aussi leur fiabilité pour la recherche qui nous occupe.

1.2. Fiabilité et validité d'un recensement national

- 14 Ces données statistiques, macro-sociolinguistiques, font émerger des tendances qui, parfois peu attendues, aident à l'élaboration de cadres interprétatifs qualitatifs (Blanchet, 2000). Leur fiabilité se conçoit donc en complémentarité avec des analyses de discours plus qualitatives, portant notamment sur des discours épilinguistiques situés : (Bulot, 2007). Leur validité dépend aussi des conditions d'élaboration des recensements proprement dits.

1.2.1. Les données de deux recensements gouvernementaux : quelle validité ?

- 15 Ces deux recensements ont prêté et prêtent encore à débat dans la communauté de chercheurs éthiopiens, notamment parce que l'on sait que le gouvernement éthiopien peut parfois avoir des positions politiques qui influent sur le traitement et la publication des statistiques. Pour 2007, cela est notamment le cas de la mesure du nombre d'habitants dans la capitale, sous-estimé selon B. Tamru (2012). Cependant, pour 2007 en particulier, les données peu sensibles à l'échelle internationale sont diffusées de façon relativement transparente ; on peut relever que le gouvernement a publié un ouvrage entier pour expliquer les cadres théoriques, les méthodologies et les questions afférant à leur recueil (CSA, 2012). On revendique notamment des liens avec le recensement de 1994 et la prise en compte des recommandations des Nations Unies (Nations Unies, 2008).
- 16 Il est possible que les données de certaines régions, plus sensibles que d'autres, soient plus discutables, mais l'on considèrera ici que celles portant sur Addis-Abeba sont relativement fiables du fait des comparaisons menées entre deux recensements de même type. En effet, la ville a relativement peu évolué entre 1994 et 2007³ et les questions que nous exploitons sont formulées de la même manière à ces deux dates. Par ailleurs, E. Ficquet (2009 : 49) souligne que d'autres études sur ces mêmes données ont aussi montré leur représentativité. Concernant les langues et ethnies déclarées, certains biais sont

identifiables, du fait des questions choisies, de leur formulation et de la présentation des résultats.

1.2.2. Les questions sur les langues premières et les appartenances ethniques

- 17 En 1994, comme en 2007, plus de 80 groupes ethniques et langues sont recensés mais cette liste évolue en fonction des corpus des langues elles-mêmes, et en fonction de revendications communautaires et de décisions gouvernementales : en 1994, 82 ethnies (et « autres ») sont relevées pour 76 langues ; en 2007, 85 ethnies (et « autres ») pour 89 langues. Ces écarts, marginaux mais suffisamment représentés pour être mentionnés, révèlent le flou inhérent à la notion de « groupe ethnique » et de « langue », flou que l'on perçoit aussi dans une définition extrêmement large de ces groupes dans la constitution de 1995 : « *The term "nation, nationality and people" shall mean a community having the following characteristics : People having a common culture reflecting considerable uniformity or similarity of custom, a common language, belief in a common bond and identity, and a common consciousness the majority of whom live within a common territory.* »⁴.
- 18 Autrement dit, nous traitons ici de catégories sociales dans un cadre subjectif qui est celui d'un État ethnofédéral⁵. Ainsi, la diversité langagière augmente de 1994 à 2007 : les identités linguistiques paraissent de plus en plus mobilisées, contrairement aux identités ethniques. En effet, en 1994, 82 ethnies (et « autres ») sont relevées pour 76 langues ; en 2007, 85 ethnies (et « autres ») pour 89 langues. Davantage de langues sont déclarées par de très petits groupes (de moins de 500 personnes) en 2007 qu'en 1994 ; plus d'ethnies que de langues sont déclarées (et proposées dans la liste gouvernementale) en 1994.
- 19 Notre analyse qualitative, porte essentiellement sur le croisement des données recueillies à partir des deux questions suivantes : « Quelle est votre langue maternelle ? » et « Quel est votre groupe ethnique ? »⁶. La langue première (désormais L1) est définie comme « la langue utilisée par les enquêtés pour communiquer en famille lorsqu'ils étaient enfants » et l'ethnie comme le « groupe d'origine »⁷.
- 20 Ainsi, une « langue maternelle » peut ne plus être parlée par l'enquêté depuis plusieurs années, mais elle renvoie à une identité ethnique forte, lien qui est volontairement mis en avant par le gouvernement éthiopien dans le recensement de 2007. En effet, une question portant sur la deuxième langue parlée était posée en 1994 mais n'apparaît plus en 2007 et le tableau des ethnies déclarées précède celui des langues premières déclarées aux deux dates. Selon le gouvernement, le plurilinguisme urbain apparaît donc dans le dernier recensement comme une donnée moins « pertinente » que les langues en tant qu'attributs ethniques. Ce cadre idéologique sera à interroger dans le contexte urbain d'Addis-Abeba : renvoie-t-il à des territoires effectivement investis par des groupes pour lesquels le rapport L1/ethnie est fort ou masque-t-il d'autres formes de socialisation urbaine ?
- 21 Nous ne nous concentrons donc ici que sur la L1, tout en sachant que les pratiques sont plurilingues et métissées, que tous les habitants sont au contact de deux langues au moins (amharique et une autre langue d'appartenance ou l'anglais⁸). Le fait que les réponses aient été données lors du recensement montre que les locuteurs se reconnaissent dans l'expression L1, sachant qu'une langue déclarée peut être symbolique mais que dans ce cas elle témoigne d'autant plus d'appartenances identitaires fortes liées au statut de la langue déclarée pour ce locuteur⁹. L'évolution et la dispersion spatiale des langues

premières et des ethnies peuvent différer indépendamment de la taille des groupes et des migrations.

- 22 Ont été retenues pour cette étude les quatre langues premières les plus déclarées : l'amharique, l'oromigna, le tigrigna et le guraguegna¹⁰. Outre sa fonction véhiculaire, l'amharique est la langue des Amharas ; l'oromigna est la langue des Oromos, le tigrigna celle des Tigréens et le guraguegna celle des Guragués. Ces langues représentent plus de 90 % des langues déclarées à Addis-Abeba (1994 et 2007). Les réponses ne sont donc pas liées à des migrations récentes.
- 23 Pour dissocier l'évolution des langues, la taille des groupes, et l'influence probable des migrations, ont été aussi retenues trois langues parlées par trois « petits » groupes (moins de 1 % des habitants) mais ayant significativement augmenté entre 1994 et 2007, révélant de ce fait un exode rural informel. Ces trois langues sont parlées dans une région du sud de l'Éthiopie, marquée par une très forte diversité linguistique et par de vives tensions ethniques (Smith, 2008). Il s'agit du gamogna (langue des Gamo), de l'hadiyigna (langue des Hadiya) et du welaitigna (langue des Welaita)¹¹. Chacune de ces langues représente moins de 1 % de locuteurs à Addis-Abeba en 1994. N'ont pas été retenues les langues étrangères, car le mode de recensement diffère entre 1994 et 2007¹².
- 24 L'analyse qualitative des langues premières et appartenances déclarées est le reflet des représentations sociolinguistiques des enquêtés à l'intérieur de cadres catégoriels imposés par le recensement lui-même. Elle ne dit donc rien des individus eux-mêmes, ni de leurs pratiques réelles – nécessairement hybrides – mais identifie des dynamiques qui fonctionnent comme autant d'indicateurs de l'émergence d'une identité urbaine modulée par les mobilités spatiales, mais aussi sociales.

1.3. Indicateurs socio-économiques et plurilinguisme : un lien non établi

- 25 L'amharique, langue de travail de la cité, est aussi celle de l'État, tout en étant, de fait, la langue des Amharas. Pour des raisons historiques et politiques que nous ne développerons pas ici, cette langue a une fonction véhiculaire¹³ importante pour plus de 70 % des Addissiens, alors que les Amharas représentent moins de 50 % de la population, proportions que l'on retrouve tant en 1994 qu'en 2007.
- 26 Mais l'amharique conserve une fonction vernaculaire pour les Amharas. Elle est aussi la première langue de scolarisation dans toutes les écoles publiques, contrairement à d'autres régions, dont la région Oromo, dans laquelle Addis-Abeba est implanté.
- 27 Depuis 1994, toutes les conditions sont donc réunies pour favoriser la diffusion de l'amharique en tant que langue de l'urbanité, au détriment de langues dites « d'origine », et au bénéfice de réseaux socio-économiques plus complexes et ouverts que ceux induits par les appartenances ethniques.
- 28 Or, le recensement de 2007 ne relève aucune évolution, voire même une régression. Comme le montre le tableau ci-dessous, les Addissiens déclarent l'amharique comme langue première dans des proportions comparables en 1994 et 2007, alors même que, dans le même temps, les structures administratives, éducatives et sociales se sont largement développées. Par ailleurs, le taux de migration a peu évolué, la scolarisation et l'activité économique ont augmenté¹⁴.

Tableau 1 : comparaison de quelques indicateurs socio-économiques et linguistiques à Addis-Abeba, 1994-2007¹⁵

Données	1994	2007
Population	2071882	2739551
Taux de non scolarisation (5 ans et plus)	16,14 %	14,43 %
Taux de migration (1)	46,50 %	47,60 %
Taux d'habitants « économiquement actifs » (10 ans et plus)	53 %	63,5 %
Amharique langue première déclarée	73,6 %	71 %

(1) Un migrant est une personne « qui n'est pas née à Addis-Abeba »

Sources : CSA 1998, 2011, 2012.

- 29 L'activité économique se développe manifestement plus rapidement que le taux de scolarisation et les migrations recensées, ces dernières pouvant être très éloignées des réalités d'un exode rural très mal connu dans les faubourgs de la capitale. Or l'amharique paraît plutôt légèrement régresser. Cette lingua franca – langue véhiculaire légitime pour tous – participe donc au développement de la cité, mais dans une configuration plurilingue et pluriethnique qu'il s'agit de caractériser.

2. Langues premières et appartenances ethniques à Addis Abeba

2.1. Une évolution contrastée des premières langues déclarées entre 1994 et 2007

- 30 Le facteur migratoire semble participer aux dynamiques socio-langagières urbaines sans pourtant les transformer radicalement : malgré des mouvements migratoires informels inhérents à toute capitale africaine, le paysage sociolinguistique global reste stable à l'échelle de la ville tout entière. En effet, à ces deux dates, plus de 90 % des Addissiens ont pour L1 une des quatre langues principales (amharique, oromigna, tigrigna, guraguegna) ; les autres très nombreuses langues sont déclarées par peu d'habitants (6,87 % de la population en 1994 et 5,81 % en 2007) ; les groupes de moins de 90 000 personnes représentent environ 10 % aux deux dates.
- 31 Malgré cette apparente stabilité, l'évolution des données ethnolinguistiques diffère selon les langues et ethnies ; les langues premières ne sont pas liées aux identités ethniques pour tous. Elles sont plutôt un signe de la diversité des ressources et biographies socio-langagières sur un même territoire.

Tableau 2 : comparaison des L1 et ethnies déclarées à Addis-Abeba, 1994-2007

Langues premières déclarées			Appartenances ethniques déclarées		
(taux pour la population totale)			(taux pour la population totale)		
	1994	2007		1994	2007
Principales L1 déclarées (90 000[1] locuteurs ou plus)	93,13	93,69	Ethnies composées de plus de 90 000 personnes	89,89	89,08
amharique	73,06	71	Amhara	48,92	47,05
oromigna	10,01	10,72	Oromo	19,5	19,51
guraguegna	5,11	8,37	Guragué	13,72	16,34
tigrigna	5,41	3,6	Tigréen	7,75	6,18
Autres L1 nationales déclarées (moins de 90 000 locuteurs)	6,87	5,81	Groupes représentés par moins de 90 000 personnes.	10,11	10,92
gamogna	0,56	1,03	Gamo	0,95	1,68
welaitigna	0,27	0,44	Welaita	0,51	0,69
hadiyigna	0,19	0,41	Hadiya	0,38	0,62
Autres langues éthiopiennes[2]	5	3,93	Autres groupes	8,27	7,93
Langues étrangères	0,2	0,5	Etrangers (taux inférieur à 0,1 %, données non comparables)		
Total	100	100	Total	100	100

[1] 90 000 locuteurs représentent 4,4 % des Additiens en 1994 et 3,3 % en 2007. Les groupes sont très différenciés.

[2] Les différences de dénomination ethniques et de dénomination des langues entre 1994 et 2007 ne rendent pas ce résultat fiable. Nous n'en tiendrons donc pas compte dans nos analyses.

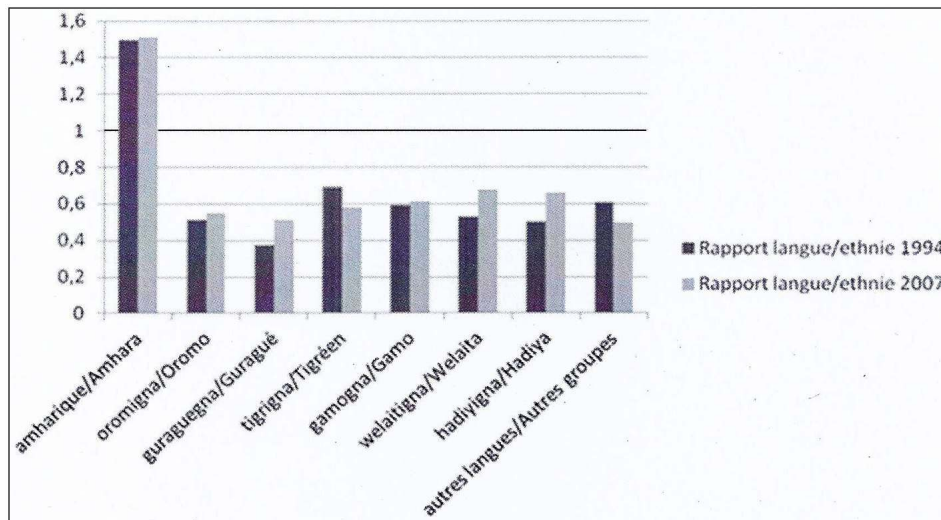
Sources : CSA 1998, 2011, 2012.

32 La tendance générale d'une relative homogénéité ethnolinguistique ne masque pas une évolution très différente entre certaines langues, quel que soit le nombre de locuteurs.

- Quelques langues premières sont moins déclarées en 2007 qu'en 1994, même si les groupes ethniques sont en augmentation. C'est le cas ici du tigrigna, mais aussi de l'ensemble des nombreuses langues éthiopiennes composées de moins de 3000 locuteurs déclarés.
- Un deuxième groupe de langues évolue peu : elles ne se diffusent pas mais ne régressent pas non plus et sont associées à des groupes importants ; il est remarquable que l'oromigna reste stable bien qu'il ne soit pas enseigné dans les écoles, et que l'amharique, langue véhiculaire par excellence et langue de première scolarisation ne se diffuse pas, voire qu'elle semble légèrement régresser.

- La plupart des langues sont davantage déclarées en 2007, parallèlement à une augmentation du groupe ethnique correspondant, ce qui est le cas du guraguegna et des trois groupes plus petits que nous avons choisis ici. Les évolutions diffèrent d'une langue à l'autre, indépendamment de la taille des groupes. Les effets des mobilités individuels se conjuguent donc à d'autres facteurs propres à l'urbanité.
- 33 La différence du rapport L1/Ethnies existant entre chaque groupe en 1994 et 2007 montre l'évolution pour chaque groupe, indépendamment de sa taille.

Figure 2 : Rapport entre L1 déclarée et ethnie déclarée en 1994 et 2007



Sources : CSA 1998, 2011, 2012.

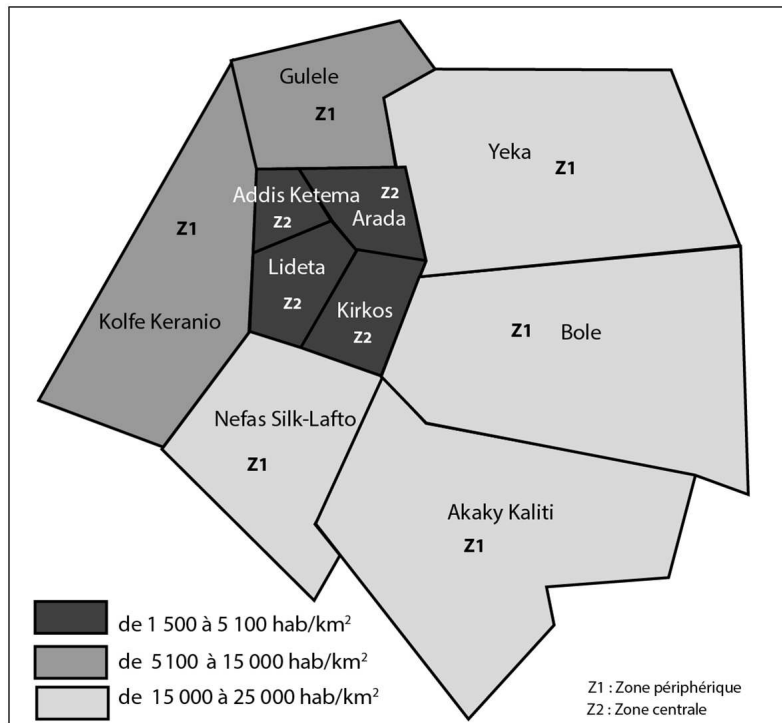
- 34 Alors que l'amharique se stabilise, le tigrigna et la plupart des autres « petites » langues sont de moins en moins déclarées par les groupes correspondants ; les autres langues ont une plus grande vitalité, quel que soit le nombre de locuteurs. L'augmentation la plus grande est le fait des langues des groupes les moins représentés et qui sont originaires de régions dans lesquelles les tensions ethniques sont vives¹⁶.
- 35 Aucune autre langue majoritaire ne se dégage donc au cours du temps, mais il y a une diversité plus grande. L'influence des migrations se conjugue donc avec un sentiment ethnique qui progresse mais aussi avec une identité ethnique de moins en moins liée aux langues d'origine pour un grand nombre d'urbains. Ainsi, non seulement les pratiques déclarées se transforment, mais aussi leur rôle pour les locuteurs.
- 36 La tension entre identité urbaine et identité ethnique s'exprime dans une dynamique complexe, qui renvoie bien sûr aux réseaux socio-langagiers des locuteurs : quels profits tirent-ils de la connaissance d'une langue ou d'une autre ? Dans quelle mesure la connaissance d'une langue première ou d'une langue véhiculaire participe-t-elle à l'insertion dans le tissu urbain ? Est-ce les langues elles-mêmes ou leur diversité sur un même territoire qui différencie les espaces ? N'ayant pas d'informations sur les L2 des Addisiens, nous verrons donc comment les rapports L1/Ethnie s'organisent dans les espaces urbains en 2007.
- 37 Tous les groupes n'ont pas le même type de « profit », selon qu'ils investissent davantage l'ethnicité ou l'identité urbaine. Par ailleurs, la différence de densité et de centralisation

des quartiers rend compte d'une amharisation plus forte au centre que dans les périphéries.

2.2. La ville en 2007 : espaces, langues et ethniques

- 38 Par son histoire, la ville s'organise aujourd'hui autour d'un noyau dense, que recouvrent essentiellement quatre arrondissements ayant une superficie faible et une très forte densité : Kirkos, Arada, Lideta et Addis-Ketema. Autour de ce noyau, six autres arrondissements sont beaucoup plus étendus : Akaki, Yeka, Nefas, Kolfé, Gulelé et Bolé. Les plus grands arrondissements sont aussi les moins denses (cf. figure 1). Les zones plus petites et les plus peuplées se situent au cœur de la ville.
- 39 La zone périphérique (désormais Z.1) et la zone centrale (désormais Z.2) s'opposent, de par leur surface et leur densité, mais aussi du fait du rapport entre langue première déclarée et groupe ethnique déclaré. Pourtant, nombre d'indicateurs socio-économiques demeurent proches.

Figure 3 : Densité en zone périphérique et zone centrale



Auteur : Véronique Miguel Addisu.

Sources : CSA 2011, 2012 (Addis Abeba City).

- 40 Est exclu de nos analyses l'arrondissement de Bolé, qui a un profil socio-économique et ethnolinguistique spécifique : cette zone, très contrastée et très étendue, se compose d'une enclave de forte densité au centre-ville, et réunit un très grand nombre d'étrangers, des services et commerces de luxe etc., ainsi que des quartiers très périphériques et beaucoup moins bâtis, avec peu d'infrastructures. Elle n'est donc caractéristique d'aucune des deux zones identifiées.

Tableau 3 : Zone centrale et zone périphérique à Addis-Abeba : indicateurs socio-économiques (Bolé exclu)

Moyennes	Zone périphérique : Z.1	Zone centrale : Z.2
Superficie (km ²)	73,97	12
Densité (habitants/km ²)	5074	18438
Habitants (%)	56,23	32,5
Migration (%)	47,6	44
Amharophones (%)	70,6	72,9
Littéraciés (%)	84,5	87
Non scolarisés, 5 ans et plus (%)	15,1	10,3
Actifs (%)	62,5	63

Sources : CSA 2011, 2012 ; Addis Abeba City Gouvernement, Finance and Economic Development Bureau (2010).

- 41 La zone centrale, trois fois plus dense que la zone périphérique, a un plus faible taux de migration. Les scolarisés et les « littéraciés » sont significativement plus nombreux, mais les taux d'amharophones et d'actifs sont très proches, ce qui renforce encore l'hypothèse d'un lien entre langues et activité socio-économique. La comparaison des données ethnolinguistiques dans les deux zones révèle une différence entre les groupes et entre les langues :

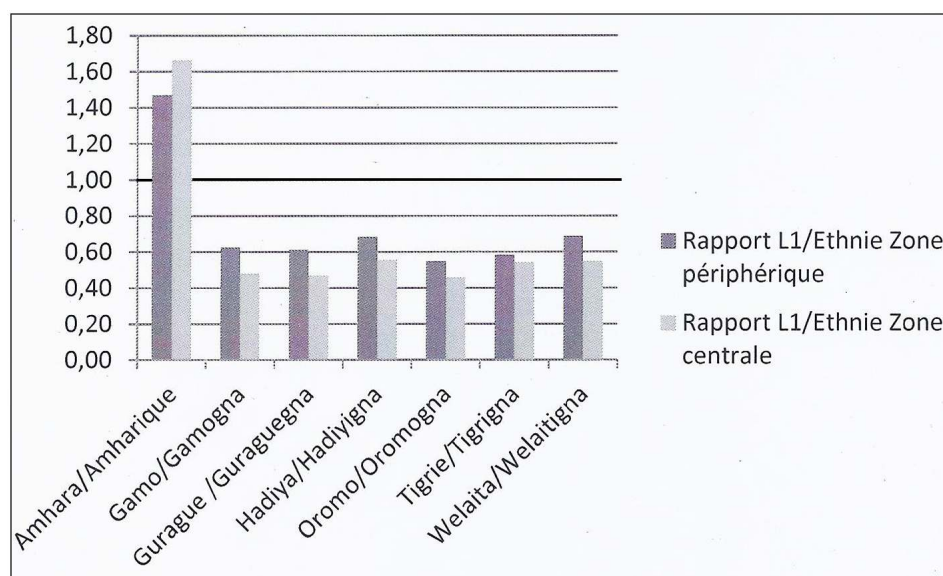
Tableau 4 : Taux de répartition des langues et ethnies pour chacune des zones

	Zone périphérique : Z.1		Zone centrale : Z.2	
	Ethnies	L1	Ethnies	L1
Amhara/amharique	48,49	70,6	43,89	72,9
Gamo/gamogna	2,64	1,65	0,5	0,24
Guragué /guraguegna	12,76	7,82	22,29	10,47
Hadiya/hadiyigna	0,57	0,41	0,54	0,3
Oromo/oromogna	22,68	11,9	16,21	7,41
Tigréen/tigrigna	5,2	3,04	7,64	4,14
Welaita/welaitigna	0,64	0,44	0,69	0,38

Autres	7,02	4,14	8,24	4,16
TOTAL POPULATION	100	100	100	100

Source : CSA 2011, 2012

Figure 4 : Langues et ethnies à Addis-Abeba en zone centrale et en zone périphérique



Source : CSA 2007.

- 42 Les Guragués et les Tigréens sont davantage représentés dans la zone centrale. La plupart des groupes sont davantage représentés en zone périphérique, c'est surtout le cas des Gamo, des Oromos, et enfin des Amharas. Les Hadiya et les Welaita, peu nombreux, vivent dans les deux zones.
- 43 Des éclairages géographiques, historiques et politiques peuvent éclairer ces différences. Nous ne retiendrons ici que le fait que la taille du groupe n'est pas directement liée à la L1 déclarée, et que ces zones sont effectivement investies différemment selon les groupes, même si des quartiers populaires peuvent s'être développés en zone dense et des quartiers très favorisés en zone périphérique. Cependant, le rapport L1/Ethnies révèle que toutes les langues ethniques se maintiennent mieux en zone périphérique, alors que la tendance s'inverse pour l'amharique.
- 44 Et pourtant, l'amharique reste bien la langue véhiculaire officielle, en particulier pour toutes les démarches administratives et à l'école. Les L1 semblent donc plus « utiles » en zone périphérique, et cela n'entrave pas l'activité économique (qui, rappelons-le, peut être informelle au regard des données recensées). Dans ces zones, la tension entre vernaculaire et véhiculaire demeure ; cette tension a une influence plus forte sur les pratiques que le statut de chaque langue pris isolément. Assez paradoxalement, c'est la tension qui tend à stabiliser les pratiques et non les langues elles-mêmes.

2.3. Une langue majoritaire et des identités plurielles dans une configuration spatiale différenciée centre-périphérie

- 45 À Addis-Abeba, l'évolution des premières langues déclarées dépend donc de plusieurs facteurs conjugués ; elles participent à des réseaux socio-économiques denses. L'analyse révèle ici une transformation du type de plurilinguisme et du statut des langues à Addis-Abeba : une même langue peut jouer des rôles différents – voire opposés – selon les locuteurs, la taille de leur groupe d'appartenance et les territoires qu'ils occupent et produisent. Si les langues déclarées des locuteurs supposent des intérêts pragmatiques marqués par l'urbanisation et les enjeux identitaires, leur diversité peut être comprise aussi comme une alternative à une politique d'ethnisation des pratiques.
- 46 Ces facteurs interagissent différemment selon les espaces et leur densité, mais aussi selon l'identité des groupes, ainsi que, dans une moindre mesure, selon leur taille à l'échelle d'un arrondissement. Cette dynamique fonctionne en complémentarité avec une lingua franca qui, de ce fait, garde une vitalité réelle mais stable : la ville reste majoritairement amharophone, mais dans une configuration plurilingue qui s'est confirmée au cours du temps ; ce plurilinguisme participe au développement de la ville, et peut-être aussi aux inégalités socio-économiques qui progressent.
- 47 Aujourd'hui, il y a une différence remarquable entre la zone centrale (le cœur historique et politique de la ville) et les zones périphériques. Dans la zone centrale, l'amharique est davantage parlé, et certains groupes ethniques sont moins représentés que d'autres. La plupart semblent développer une identité plus urbaine (tels que les Tigréens), et la L1 se maintient moins, indépendamment de la taille des groupes. C'est le cas en particulier des Oromos et des Gamo.
- 48 Dans la zone périphérique, la pluralité des langues est plus importante, et la plupart des groupes y maintiennent davantage leur langue. Elles sont sans doute investies d'une charge identitaire plus forte qu'en zone centrale, elles sont en tout cas davantage mobilisées. Le taux élevé d'actifs suggère que les réseaux socio-économiques sont plurilingues et permettent (ou favorisent ?) la diversité langagière et la fonction symbolique des L1 minoritaires. La L1 déclarée, attribut identitaire fort, se conjugue donc avec une identité urbaine, qui ne remplace pas l'identité ethnique mais la transforme. Ces dynamiques concernent aussi sans doute les Amharas, plus nombreux en zone périphérique, là où le plurilinguisme renforce la fonction vernaculaire de leur langue.
- 49 À l'exception de quelques migrations récentes, dans les deux zones, lorsque le groupe est très peu nombreux, la L1 se perd et les locuteurs doivent s'intégrer à des réseaux socio-économiques en d'autres langues. Dans une société plurilingue et pluriethnique, on peut alors faire l'hypothèse que moins le groupe est représenté et plus les individus développent une identité urbaine monolingue, en désinvestissant les identités ethniques : l'utilité de la L1 n'est plus avérée. Dans ce cas, y-a-t-il des réseaux socio-économiques privilégiés qui favoriseraient leur insertion dans le tissu urbain ou s'achemine-t-on vers des formes de marginalisation ? Cette dynamique d'acculturation fait-elle que l'identité ethnique disparaît au profit d'une identité urbaine ou d'autres relais socioculturels prennent-ils le pas sur la langue ? Peut-on, finalement, attribuer un « charge sociolinguistique utile » à l'urbanité ?

Conclusion

- 50 Les processus langagiers à l'œuvre à Addis-Abeba témoignent d'une transformation progressive des identités, corrélées à l'organisation spatiale de cette capitale. À Addis-Abeba en 2007, se différencie une petite zone centrale très dense d'une large zone périphérique, moins dense et davantage marquée par la diversité linguistique. Si ces processus d'urbanisation ethnolinguistique sont repérables pour tous les groupes, ils n'aboutissent pas à un ensemble homogène, ce qui révèle une plus grande diversité sociolinguistique dans la ville en 2007 qu'en 1994, sans pourtant que l'on puisse en induire une répartition fonctionnelle établie entre les langues. Cette diversité langagière est manifestement liée aux charges symboliques des langues déclarées, et aux identités ethniques.
- 51 Malgré la stabilité apparente de la situation sociolinguistique sur une quinzaine d'années dans un même espace, le rôle et le statut d'une même langue peut varier selon les groupes, les locuteurs, les processus de territorialisation. Contrairement aux présupposées d'une idéologie ethnolinguistique, la diversité ne préside pas à l'unité mais c'est bien l'objectif d'unité qui demande une gestion de la diversité comme une ressource pour les politiques (par des désignations en discours, par des aménagements) et pour les locuteurs (par des pratiques plurielles et labiles, par des valeurs). Ainsi, ce ne sont pas les langues elles-mêmes qui sont facteurs de stabilité mais les tensions et enjeux de leurs pratiques.
- 52 La différenciation entre langues et ethnies à Addis-Abeba joue donc un rôle dans l'évolution des inégalités sociales urbaines, mais pas tant du fait des langues elles-mêmes que de leurs valeurs pragmatiques et symboliques, qui peuvent changer en contexte. Pour servir les objectifs d'un développement socioéconomique plus égalitaire et identifier, le cas échéant, des processus de diversification des « poids » des langues (Vigouroux et Mufwene, 2008), de discrimination sociolangagière (Bulot, 2013), et/ou « d'indexicalité » de dynamiques sociolinguistiques plus larges (Blommaert et Rampton, 2011), on gagnerait à caractériser ces pratiques grâce à des analyses micro-sociolinguistiques des discours et des interactions langagières des acteurs eux-mêmes.
- 53 En effet, ces statistiques gouvernementales, tout en révélant l'existence d'une idéologie ethnolinguistique, ne permettent pas de différencier l'influence d'une politique étatique de celle d'une politique d'acteurs agissant au sein d'un cadre sociolinguistique qu'ils transforment en y participant. Les langues et identités ethniques mobilisées participent au développement socio-économique d'une capitale qui, en se transformant chaque année un peu plus, peine à garder la mixité sociale dont elle se réclame pourtant depuis plusieurs décennies.

BIBLIOGRAPHIE

Bender M.-L. (dir.), 1976, *Language in Ethiopia*, London : Oxford University Press

Blanchet P., 2000, *La linguistique de terrain, méthode et théorie : Une approche ethnosociolinguistique de la complexité*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

Blommaert J., Rampton B., 2011, Language and Superdiversity. *Diversities*, 2011, vol. 13, no. 2, UNESCO, pp. 1-22.

Bulot T., 2007, Espace urbain et mise en mots de la diversité linguistique in Bierbach C., Bulot T. (dir.) *Les codes de la ville (Cultures, langues et formes d'expression urbaines)*, Paris, L'Harmattan, pp. 15-34.

Bulot T., 2013, Discrimination sociolinguistique et pluralité des normes identitaires (Linguicisme de référence et linguicisme d'action). *Cahiers Internationaux de Sociolinguistique* n° 4, Paris, L'Harmattan, pp. 7-26.

Calvet L.-J., 1994, *Les voix de la ville : introduction à la sociolinguistique urbaine*, Paris : Payot & Rivages.

Calvet L.-J., 2005, *La guerre des langues et les politiques linguistiques*, Paris : Hachette .

Di Meo G., 1990, De l'espace vécu aux formations socio-spatiales. Lire l'espace Comprendre les sociétés, *Géographie Sociale* n° 10, Caen : P.U.C, pp. 13-23.

Dreyfus M., Juillart C., 2004, *Le plurilinguisme au Sénégal. Langues et identités en devenir*, Paris : Karthala.

Ethiopian Central Statistical Agency, 1998, *The 1994 Population and Housing Census of Ethiopia. Results for Addis-Ababa*, Addis-Ababa : Central Statistical Authority.

Ethiopian Central Statistical Agency, 2011, *The 2007 Population and Housing Census of Ethiopia. Results for Addis-Ababa*, Addis-Ababa : Central Statistical Authority.

Ethiopian Central Statistical Authority, 2012, *The 2007 Population and Housing Census of Ethiopia, Administrative Report*, April 2012 : Addis Abeba.

Feussi V., 2008, *Parles-tu français ? Ça dépend- : penser-agir-construire son Français en contexte plurilingue, le cas de Douala au Cameroun*, Paris, L'Harmattan, .

Feussi V., Tsoufack J.-B., 2011, *Langues et discours en contextes urbains au Cameroun : (dé)construction - complexités*, Paris : L'Harmattan.

Ficquet E., 2009, Fonder un régime sur le recensement ethnique : le fédéralisme éthiopien, *Critique internationale*, n° 45, pp. 37-57.

Gascon A., 2006, *Sur les hautes terres comme au ciel. Identités et territoires en Éthiopie*, Paris : Publications de la Sorbonne.

Germanos M.-A., Miller C., 2011, Introduction. Sociolinguistique urbaine en domaine arabophone : quels enjeux ? *Langage et société*, 4 n° 138, pp. 5-18.

Harbert W., McConnell-Ginet S., Miller A., & Whitman J., 2008, *Language and Poverty*, Bristol : Multilingual Matters Ltd.

Heller M., 2005, Une approche sociolinguistique à l'urbanité, *Revue de l'Université de Moncton*, vol. 36, no 1, pp. 321-346.

Labov W., 1993, *Le Parler ordinaire : la langue dans les ghettos noirs des États-Unis*, Paris : Les Éditions de Minuit.

Lanza E., Woldemariam H, 2013, Indexing modernity : Branding in the linguistic landscape of an African capital, *International Journal of Bilingualism*, Special issue on Mobility and Linguistic

Landscape (publication en ligne, 16 p., non paginé). <http://ijb.sagepub.com/content/18/5/491.abstract>

Leclerc J., 2016, *La famille chamito-sémitique (ou afro-asiatique). L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, TLGQ, Université Laval, 16 décembre 2013, [<http://www.axl.cefano.ulaval.ca/monde/famarabe.htm>].

Mc Laughlin F., 2009, *Languages of Urban Africa*, Londres : Continuum International Publishing Group Ltd .

Miguel Addisu, V., 2014, « Effets d'une politique ethnolinguistique dans une capitale africaine plurilingue : des recensements comme données glottopolitiques » in R. Colonna (dir.) *Les locuteurs et les langues : pouvoirs, non-pouvoirs, contre-pouvoirs*, Limoges, Lambert-Lucas, pp. 195-210.

Nations Unies, 2008, Principles and Recommendations for Population and Housing Censuses – Revision 2, *United Nations publication*. Sales No. E.07.XVII.8, New York.

ONU Habitat, 2010, *L'état des Villes Africaines*, Nations Unies.

Romaine S., 2008, Biodiversity, linguistic diversity, and poverty – some global patterns and missing links in W. Harbert, S. McConnell-Ginet, A. Miller, J. Whitman(eds.), *Language and Poverty*, Clevedon : Multilingual Matters. pp. 127-146.

Smith L., 2008, The Politics of Contemporary Language Policy in Ethiopia, *Journal of Developing Societies*, n° 24/207, octobre, pp. 207-243.

Tamru B., 2012, *Les enjeux du recensement éthiopien de 2007 : des chiffres aux territoires*, communication présentée au colloque international GEMDEV – UNESCO, La mesure du développement. Comment science et politique se conjuguent ? Paris, 1er au 3 février 2012. DOI : http://www.gemdev.org/publications/com_mesure_dev/TAMRU,%20atelier%2018.pdf

Tamru B., 2013, *Villes et territoires en Éthiopie*, Paris : L'Harmattan, 446p.

Vigouroux C.-B., Mufwene S.-S. (éds.), 2008, *Globalization and Language Vitality : Perspectives from Africa*, London : Continuum press, 272 p.

NOTES

1. En décembre 2015, des manifestations oromo ont eu lieu aux portes de la ville, et ont été réprimées très violemment par le gouvernement (V. Defait, *Le Monde Afrique*, 21 décembre 2015). Il semble que ces troubles se poursuivent aujourd'hui. Nous dédions cet article à tous les Ethiopiens qui luttent pour que l'unité nationale perdure dans le respect de toutes les appartenances, ethniques et urbaines.

2. Outre les références déjà citées, des études francophones récentes vont aussi dans ce sens : Feussi et Tsofack (dirs). 2011 pour les villes camerounaises, Germanos et Miller (ed.) 2011 pour les villes du monde arabe, Lanza et Woldemariam (2013) pour Addis-Abeba.

3. Ce n'est cependant pas le cas des cinq dernières années, comme en atteste le rapport sur l'État des villes en Afrique qui souligne que les inégalités ont augmenté dans la capitale, contrairement aux autres villes du pays : ONU Habitat (2010: 27-28).

4. Constitution de 1995, article 39.5 : « Une "Nation, Nationalité ou Peuple" est un groupe de personnes ayant ou partageant en grande partie une culture commune ou des traditions communes, une langue mutuellement intelligible, la croyance en des identités communes ou apparentées, des traits psychologiques communs, et qui habite sur un territoire identifiable et commun » (traduction personnelle).

5. Contrairement à la définition de la ville, ces termes n'ont pas été discutés dans le rapport administratif de 2012, alors que les recommandations des Nations Unies y invitent.
6. La version anglaise des recensements traduit par « ethnic group » les termes amhariques « peuples » ou « nation ». Nous garderons ici le terme « ethnie » qui, malgré son imprécision, fait davantage sens pour les lecteurs francophones.
7. « Mother tongue is the language used by the respondent for communication with his/her family members or guardians during his/her childhood»; «Ethnic group (nation/nationality) of a person is traced through his/her national or tribal origin» (CSA 2007, chapitre 3).
8. L'amharique est véhiculaire, les autres langues éthiopiennes le sont aussi dans certains quartiers, l'anglais est appris à l'école primaire et visible sur les enseignes et produits importés.
9. On relèvera cependant qu'il n'y a aucun score de « non réponse » dans ces statistiques, quelles que soient les questions posées.
10. L'orthographe et les frontières linguistiques de ces langues peuvent différer d'un auteur à l'autre, de même que certaines dénominations ethniques. « Amharique » est attesté en français. Les autres langues, sont désignées ici selon la version anglaise du recensement. Le suffixe -gna, récurrent, est une dérivation amharique ayant le sens de « langue ». La version anglaise témoigne donc d'une « transcription » en langue fédérale au lieu de l'utilisation des termes existant dans les différentes langues éthiopiennes. Ainsi « oromigna » désigne la langue que les Oromos revendiquent, quant à eux, comme de l'« oromiffa ». Les désignations des groupes sont les termes du recensement.
11. Selon une typologie linguistique consensuelle aujourd'hui (Leclerc, 2016), le gamogna et le welaitigna sont des langues omotiques, l'hadiyigna et l'oromo sont des langues couchitiques, l'amharique et le tigrigna sont des langues sémitiques. Plusieurs classements co-existent concernant les langues parlées par les groupes guragués. Nos données ne révèlent pas de corrélation entre la typologie de ces langues (dont certaines sont linguistiquement proches) et leur diffusion.
12. L'anglais, seule langue étrangère identifiée précisément, est déclarée langue première par 1336 enquêtés en 1994 et par 807 enquêtés en 2007.
13. Une langue a des fonctions véhiculaires lorsqu'elle est utile à la population pour communiquer largement, en particulier dans des situations administratives et économiques, dans lesquelles tous les habitants ont des intérêts. Elle se confond parfois avec la langue nationale. Une langue a des fonctions vernaculaires lorsqu'elle est majoritairement mobilisée au sein d'un groupe (famille, clan) dans des situations très contextualisées, et propres à ce groupe. Elle se confond souvent avec la langue d'appartenance de ses locuteurs.
14. Améliorations dont on trouve aussi l'écho dans l'évolution du coefficient de Gini à l'échelle nationale.
15. Données arrondies à l'unité supérieure. Le taux de littéracie n'est pas connu pour 1994. Il reste discutable pour 2007.
16. Une analyse fine des différents groupes montre cependant que les écarts peuvent être très importants d'une langue à l'autre. Pour ne tenir compte que des groupes de plus de 1000 locuteurs, on peut citer aux extrêmes la langue harari, dont le nombre de locuteurs représente 80 % du total du groupe (50206 locuteurs en 2007), et qui a perdu plus de 5% de locuteurs depuis 1994 ; à l'opposé, le hadiyigna, dont le nombre de locuteurs représente 66 % du total du groupe (11251 locuteurs en 2007), a gagné plus de 18 % de locuteurs depuis 1994.

RÉSUMÉS

Cette étude sociolinguistique étudie les groupes et langues premières déclarées à Addis-Abeba lors des deux derniers recensements nationaux (1994 et 2007). Les données montrent que la diversité langagière et le nombre d'ethnies recensées augmentent alors que l'amharique, langue véhiculaire par excellence, reste déclaré par environ 70 % des locuteurs aux deux dates. Or en 2007, les réponses varient largement selon les groupes d'arrondissements (centraux ou périphériques) mais aussi selon les ethnies et leur importance numérique. Le croisement de l'ensemble de ces facteurs révèle que les langues et appartenances ethniques sont investies différemment selon les groupes dans ces deux espaces, alors que les données socio-économiques varient peu. Ces résultats suggèrent que les langues minoritaires ne disparaissent pas au profit d'une seule langue qui serait l'unique condition d'un développement urbain. Elles participent de plus en plus à la structuration de réseaux socio-économiques différenciés dans la ville, alors que les inégalités sociales vont croissantes depuis une dizaine d'années.

This sociolinguistic study focus on ethnic groups and first languages declared in Addis Ababa during the last two national censuses (1994 and 2007). Data show that linguistic diversity and ethnic groups listed increases while Amharic, vehicular language in town, remains declared by approximately 70 % of the speakers in both censuses. In 2007, the answers vary widely according to the groups of subcities (central or peripheral) either according to their ethnic groups and their size. Crossing of all these factors enhances various tendencies: first languages and ethnic memberships are differently surrounded according to the groups in these two spaces, while the socioeconomic data do not vary much. These results suggest that minority languages do not disappear for the benefit of a single language, which would be the unique condition of an urban development. They participate more and more in the structuring of socioeconomic networks differentiated in the city, while social inequalities are increasing for decades.

INDEX

Keywords : Addis Ababa, urban sociolinguistics, ethnicity, multilingualism, identity

Mots-clés : Addis-Abeba, sociolinguistique urbaine, ethnicité, plurilinguisme, identité

AUTEUR

VÉRONIQUE MIGUEL ADDISU

Maitre de Conférences

Université de Rouen

Laboratoire DySoLa

7 rue Thomas Becket

76821 MONT SAINT AIGNAN CEDEX

veronique.migueladdisu@univ-rouen.fr